

se produit, il faut que quelqu'un d'influent auprès des grandes puissances des blocs s'efforce d'apporter quelque soulagement.

**Le professeur Brecher:** Permettez que je fasse quelques remarques sur deux points. En ce qui concerne le Vietnam, je suis embarrassé du fait que je n'ai pas l'accès à la documentation dont disposent mes amis des Affaires extérieures.

**M. Laniel:** Nous avons cependant fait une déclaration.

**Le professeur Brecher:** Voilà un système que je désapprouve.

La preuve du contraire c'est que les États-Unis ont décidé d'entamer des discussions tendant à des négociations et à ce qui, en fin de compte, aboutira à quelque résolution de ce conflit dans la mesure où les conseillers militaires ont accepté la réalité, discutée depuis deux ans ou plus, savoir qu'ils ne pouvaient pas résoudre ce conflit par les armes. Et tous les efforts déployés par le régime antérieur à celui que nous avons aujourd'hui au pays, et les allées et venues des membres canadiens de la Commission internationale et d'autres ex-diplomates du service extérieur canadien n'ont exercé, pour ce que j'en sais, la moindre influence sur la façon de voir ou d'agir des États-Unis.

• 1640

Il me vient souvent à l'esprit que nous, Canadiens, tirons fierté d'une chose qui n'existe même pas, et peut-être est-il seulement nécessaire de fixer notre propre rôle dans le monde et de lui donner plus de sens.

Des gens des Affaires extérieures m'ont souvent affirmé que nous exerçons vraiment une importante influence modératrice sur la politique des États-Unis. Je n'en vois trace nulle part. Il se peut fort bien que les États-Unis prennent parfois des décisions qui se trouvent à coïncider avec ce que le Canada aimerait faire. Mais c'est une chose que d'établir un rapport de cause à effet, et une toute différente que d'établir une relation de simple coïncidence. Les grandes puissances ne prennent avis que lorsqu'il fournit une base rationnelle à ce qu'ils tiennent à faire quand même. Je crois que quiconque tient comme établi que notre pays exerce une influence modératrice sur le comportement américain aux Nations unies, au Vietnam ou ailleurs s'illusionne tout simplement. Nous avons tous connaissance des nombreuses déclarations faites par M. Martin aux Nations unies et ailleurs à propos des bombardements du Nord-Vietnam mais, quand ces bombardements ont-ils cessé? Seulement lorsque les États-Unis

eurent compris qu'ils n'avaient plus de raison d'être, ni militairement ni diplomatiquement. Nous pouvions alors prétendre avoir amené les États-Unis à prendre cette décision mais c'est là, de fait, une interprétation erronée de la situation. Mais je passe à un point plus général portant sur le Vietnam.

**M. Laniel:** Ce même raisonnement ne s'applique-t-il pas à la Suède?

**Le professeur Brecher:** Je vais essayer de traiter la question d'une autre façon, si vous permettez.

Plusieurs membres du Comité m'ont constamment remis sous les yeux l'Europe occidentale, l'OTAN, l'alliance, le Club et ainsi de suite. J'estime que, si vous voulez discuter de l'avenir de la politique étrangère du Canada dans un tel cadre, vous pouvez prononcer un admirable et logique plaidoyer en faveur du maintien du Canada comme membre de l'OTAN et de NORAD et d'une politique étrangère canadienne à peu près intacte. Je vais exposer le cas de façon différente.

Le non-engagement pour moi, n'est pas en soi un objectif politique, mais simplement un instrument. C'est une technique permettant d'atteindre certains objectifs. Je pose en principe qu'à mesure que le Canada avance vers les années 70, les grandes questions de politique étrangère ne portent pas sur les relations européennes est-ouest. Elles ont été stabilisées pour diverses raisons que je n'ai pas à exposer ici. Elles resteront stables soit du fait du maintien du Pacte de Varsovie et de l'OTAN en leur présente forme, soit par leur transformation en quelque forme de régime paneuropéen de sécurité. La présence ou l'absence du Canada dans ces relations stables est de si minime importance qu'elles ne méritent pas, à mon sens, d'être discutées. Nous n'avons qu'à continuer d'agir comme nous l'avons fait, vu que c'est commode.

Ce que je veux dire, c'est que les graves problèmes de la prochaine décennie ne viendront pas, ni pour le Canada ni pour le monde d'Europe. Il consistent à savoir comment établir un nouvel équilibre entre un ouest et un nord développés et un monde naissant sous-développé composé d'une soixantaine d'États faibles, hésitants, méfiants, à populations non blanches vociférant à la porte et déterminées à faire en sorte que l'histoire qui leur a beaucoup refusé ne leur refusera plus à l'avenir ce qu'elles croient leur être dû. Je ne tiens pas à discuter la question de savoir si leur interprétation de l'histoire est juste. Je me contente de dire qu'il y a un grand problème consistant à rétablir sur une base plus concrète et